

MOHAMED BEN ABD EL KRIM AL KHATTABI ÉTAIT-IL CONTRE L'INDÉPENDANCE DU MAROC ?

Mostafa Bouaziz*

Le héros de la guerre du Rif, Mohamed ben Abdelkrim Al Khattabi, aurait été contre l'indépendance de son pays le Maroc. Le conditionnel est employé ici pour nuancer une information qui choquerait plus d'un. On n'imagine pas qu'une personnalité aussi charismatique et symbole de la lutte de libération nationale non seulement au Maroc, mais dans le monde entier, s'oppose violemment à l'indépendance de son propre pays ! Alors de quoi s'agit-il ?

À l'origine il y a un document intitulé : « Communiqué au peuple marocain » édité au Caire le 2 Juin 1956 et signé Mohamed Al Khattabi¹ (voir photo).

Il s'agit en fait d'un sévère réquisitoire contre le parti de l'Istiqlal et plus spécialement ses chefs et son zaïm. Le parti est accusé de « propager les idées fascistes », d'œuvrer à instaurer un régime de dictature de pactiser avec l'ennemi, mais surtout de détourner l'armée de libération marocaine de sa véritable tâche, celle de combattre les colonialistes les armes à la main, et de l'instrumentaliser dans la guerre fratricide que livre le parti de l'Istiqlal contre les nationalistes qui ne partagent pas ses idées et ne cautionnent pas sa politique.

Ce document étonne à plus d'un titre :

- Il est édité début juin 1956. Le Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef est confirmé roi du Maroc après son retour triom-

• Professeur d'histoire à l'université Hassan II, Casablanca.

1. Voir photo en Annexe.

phal de l'exil le 16 novembre 1955, et c'est lui qui préside aux destinées du Maroc et pas le parti de l'Istiqlal.

– Le Zaïm Allal el Fassi, pris violemment à parti dans ce communiqué, ne dirigeait pas effectivement le parti de l'Istiqlal. Il n'était pas non plus satisfait du déroulement des négociations pour l'indépendance du pays. Il dénonçait lui aussi une indépendance tronquée. À l'époque, il n'avait pas rejoint Rabat où résidait le roi. Il restait à Tanger et, de cette ville, il publia la carte du Maroc historique et déclara que l'indépendance ne sera complète que quand le Maroc recouvrira tous ses territoires.

– L'armée de libération marocaine, celle dont la fondation officielle s'est concrétisée à Madrid en 1955, dont les bases d'entraînement étaient dans la zone nord, et dont les dirigeants étaient très proches du parti de l'Istiqlal, était cette armée-là contre les pourparlers d'Aix-Les-Bains et ses critiques quant aux négociations pour l'indépendance étaient des plus virulentes.

– Mohamed Al Khattabi n'exprimait pas de position contre la Monarchie marocaine. Il aurait même exprimé, dans un communiqué, conservé par des nationalistes tunisiens, une forte condamnation de l'exil du Sultan Sidi Mohammed Ben Youssef en Août 1953.

Le document serait-il un faux ? C'est ce que pensent une majorité de nationalistes vivants, ceux qui aspirent à un modelage idéaliste de la mémoire collective... Mais l'histoire n'est pas une affaire d'aspiration.

Le document existe depuis 1956. Il fait partie d'un lot conservé, des archives du sinistre commissariat du 7^e arrondissement de Casablanca. Le lieu où étaient incarcérés, après l'indépendance du Maroc, des groupes de nationalistes. Lieu d'inquisition, de torture et de règlements de comptes divers entre partenaires de la lutte anticoloniale.

Ce centre d'interrogatoires était officiel, et l'instruction des dossiers se faisait au nom de l'Etat fraîchement indépendant. Le document qu'aurait signé Al Khattabi, est l'une des pièces du dossier traitant l'affaire de « La filière rifaine »². Selon ce dossier un complot

2. Voir document en Annexe.

contre l'Etat était en préparation par un réseau rifain se réclamant du héros d'Anoual. Le communiqué du 2 juin 1956 était une pièce à charge contre les accusés. Serait-il une invention policière ? On peut le penser, mais... Il y a des faits troublants :

- Des factions du parti de l'Istiqlal étaient impliquées dans des opérations de racket et de liquidation physique de personnes soupçonnées de « collaboration ».
- Des divergences de points de vue existaient entre Al Khattabi et Allal el Fassi depuis leur cohabitation au Caire.
- La signature du communiqué semble bien celle d'Al Khattabi.

Que conclure ?

Des investigations graphologiques d'historiens spécialistes laissent croire qu'il s'agit de la signature du frère du héros du Rif, M'hamed³. Il avait de son frère la délégation de signature.

Au-delà du langage excessif, le fond du problème est bien le désarmement des unités de l'armée de libération du Maroc alors que l'Algérie est toujours occupée par la France. L'histoire de cette armée n'est pas suffisamment démêlée mais, d'ores et déjà, on peut affirmer qu'elle relevait de deux directions :

- L'une installée à Tétouan inscrivant son combat pour l'indépendance du Maroc d'abord, et coordonnant dans la mesure du possible avec les autres armées de libération d'Algérie et de Tunisie⁴. L'autre au Caire, présidée par Al Khattabi, et se présentant comme « L'armée de libération du Maghreb Arabe » dont les armées des trois pays ne sont que des composantes.
- Les directions des États-Majors étaient-elles en situation de divorce parce que, bien que les troupes de leurs bases respectives étaient entremêlées, les actes des uns et des autres ainsi que leurs discours respectifs étaient enclins à la violence et au sectarisme. Mohamed Al Khattabi n'était pas contre l'indépendance du Maroc, mais il était pour l'indépendance totale

3. Voir photo en Illustration p.

4. Cf. à ce propos L'Armée de libération du Maghreb (1948-1955), Actes de la rencontre de la Fondation Mohamed Boudiaf, ssl. dir. Daho Djerbal ISBN 9947-0-0358-2.

du Maghreb Arabe et, dans le même temps, pour la naissance d'un seul Etat au Maghreb. Il craignait que l'indépendance de la Tunisie et du Maroc ait pour prix politique et conséquence la consécration de l'Algérie française.